

**ENTRETIEN AVEC JEAN-PAUL GAUZÈS, EURODÉPUTÉ PPE****« Enfermons-les jusqu'à ce qu'ils trouvent une solution »**

Propos recueillis par Pierre Lemoine à Marseille

Coordinateur du PPE au sein de la commission ECON du Parlement européen, le député français Jean-Paul Gauzès met deux conditions à la réussite du Conseil européen des 8-9 décembre.

**S'il n'y a pas d'accord à 27, peut-on y arriver à 17 ?**

Il y aura beaucoup de résistances. Quand il a été question au Parlement de faire au sein de la commission économique une sous-commission pour la zone euro, il y a eu une levée de boucliers.

**Quelles seront les solutions décisives ?**

Il y a deux éléments à maîtriser : les marchés et les agences de notation. Il faut donner aux marchés des perspectives claires et crédibles sur le long terme. Dire qu'on ne fera plus appel aux personnes privées pour combler les dettes, c'est gentil mais les investisseurs vont rétorquer : comment allez-vous vous engager ? Les dettes de certains Etats sont énormes : comment trouverez-vous la solu-

tion ? Si on leur dit que la BCE sera prêteur en dernier ressort, ils répondront : sur quoi s'adosse la BCE pour faire cela dès lors qu'il y a 17 économies différentes, à la solvabilité faible. Une fois qu'ils savent où ils vont, les marchés se comportent rationnellement.

Sur les agences de notation, on a enfin une réglementation, obtenue au forceps. Mais, aujourd'hui, on leur donne encore plus de pouvoirs. Puisque, chaque fois qu'elles parlent, on en tient compte. Il faut leur dire : stop, vous faites de la politique. Autrefois, de Gaulle a dit : la politique de la France ne se fait pas à la corbeille de la bourse. Aujourd'hui, il faut que les chefs d'Etat et de gouvernement disent : la politique de l'Europe ne se fait pas dans les agences de notation. Pour cela, il faut que la parole des chefs soit crédible. S'ils ne sont pas d'accord entre eux, on ne sera pas crédible. En

riant, je dis qu'il faudrait enfermer tous ces dirigeants jusqu'à ce qu'ils trouvent une solution, leur donner de moins en moins de nourriture et de boisson et, à la fin, leur interdire de faire une conférence de presse.

Il n'y en a qu'un qui parle : c'est Van Rompuy.

**Il n'y aurait pas besoin de nouveau traité, finalement.**

Même Van Rompuy n'y est pas favorable. Ce qu'il faut, c'est la volonté politique. Je suis juriste. Jamais un texte juridique n'a réglé les problèmes s'il n'y a pas une volonté de l'appliquer. Et quand il y a une volonté, il y a des solutions.

**La lettre Merkel-Sarkozy est-elle crédible ?**

Elle l'est d'autant moins que

les autres pays ronchonnet. Et disent à juste titre. On peut dire qu'ils n'ont pas apporté d'idée mais les consulte-t-on vraiment ? Ils apprennent les choses en lisant le journal. ■



« Ce qu'il faut, c'est la volonté politique »



**BÉNÉFICIEZ DU TARIF AVANTAGEUX  
D'ABONNEMENTS GROUPÉS**

**EUROPOLITIQUE**

Renseignements : Tél: +32 (2) 737.77.09  
abonnements@europolitique.info